

AVIS

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte

Type de marché : travaux

Date limite de remise des plis : 17/07/2026 10:00

Intitulé : Travaux d'installation de chantier à exécuter dans l'intérêt des bâtiments administratifs pour l'ESM (European Stability Mechanism) et l'État à Luxembourg-Kirchberg.

Description : La parcelle de construction est située entre les rues Antoine de Saint-Exupéry, Albert Wehrer, Alcide de Gasperi et Léon Hammes. Trois bâtiments sont prévus d'être construits. Le nouveau siège administratif du Mécanisme Européen de Stabilité (ESM) et deux autres immeubles administratifs destinés aux besoins étatiques, soient les bâtiments ADM (ÉTAT) et LUX. Le site s'étend sur environ 1,6 ha et présente un dénivelé de 7 mètres, allant de la pointe sud-ouest à la pointe nord-est. La surface brute totale du bâtiment ESM est de ± 20.000 m², répartie sur R+6 étages et 1 sous-sol. La surface brute totale du bâtiment ADM (ÉTAT) est de ± 23.500 m², répartie sur un socle de R+5 étages, une tour de R+16 étages et d'un étage technique. Au centre du socle se trouve un atrium couvert. La surface brute totale du bâtiment LUX est de ± 10.500 m², répartie sur R+5 étages. Les bâtiments ADM et LUX disposent d'un sous-sol commun sur 2 niveaux.

La durée des travaux est de 973 jours ouvrables, à commencer en début du 1er semestre 2027. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Conditions d'obtention du dossier : Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

N° avis complet sur pmp.lu : 2601430

INTERGLOBAL

BRÉSIL

Autopsie d'une tentative de coup d'État filmée

Léo-Paul Hoffmann

Une chercheuse brésilienne, qui séjourne au Luxembourg, a passé au crible 500 heures de vidéosurveillance documentant la tentative de coup d'État contre Lula en 2023, au Brésil, quand une foule pro-Bolsonaro a envahi la capitale Brasília. Ces images montrent une opération organisée contre les institutions démocratiques du pays.

Au Brésil, la gauche peine à se renouveler et la radicalisation de l'extrême droite menace le pays de replonger dans une dictature militaire (1964-1985) dont le bilan n'est toujours pas établi. Le 8 janvier 2023, la capitale, Brasília, était envahie par une foule de militant·es d'extrême-droite qui refusent leur défaite électorale. Cassia Takahashi Hosni est chercheuse externe au C2DH, le Centre d'histoire contemporaine et digitale de l'université du Luxembourg. Originaire de São Paulo, elle est au grand-duché pour une durée de trois mois dans le cadre de son cursus de post-doctorante au Brésil. La semaine dernière, elle a présenté un projet réalisé en 2024 avec son groupe de recherche. Pour analyser l'ampleur des émeutes, l'équipe a créé une interface qui permet de naviguer à travers plus de 500 heures de caméras de vidéosurveillance du palais présidentiel du Planalto. À quelques mois de la prochaine élection présidentielle, en octobre, la chercheuse s'est entretenue avec le worxx sur la « démocratie au Brésil ».

En pleine après-midi de cette journée du 8 Janvier 2023 une foule de « pro-Bolsonaro » remplit la place des Trois Pouvoirs de Brasília, la capitale. Le rassemblement suit les fausses accusations du président sortant, Jair Bolsonaro, à l'encontre de son opposant, Lula da Silva, qu'il accuse de truquer les élections et dont il refuse de reconnaître la victoire. Résultat : une foule de fanatiques se réunit pour mettre en péril les institutions démocratiques. Il est 14 h 42 d'après les caméras de surveillance placées à l'extérieur du palais présidentiel quand la foule se décide à agir. Débute alors l'invasion des institutions démocratiques et, en vingt minutes, les portes du palais présidentiel sont franchies. Depuis la caméra de l'entrée Ouest, on

observe les dernier·ères employé·es, vêtus de costumes deux pièces, se dépêcher pour gagner une sortie. À peine 10 minutes plus tard, ce hall d'entrée est envahi de maillots jaunes de la Seleção et de drapeaux arborant la devise « Ordre et progrès ».

C'est pourtant le désordre qui a vite suivi, quand la foule entame le saccage des institutions. La plateforme de Cassia Takahashi Hosni permet de naviguer entre les différentes salles du bâtiment et de se poser, presque en voyeur, pour observer l'Histoire se faire devant nos yeux. Certain·es, enragé·es par leurs croyances, cassent tout sur leur passage. D'autres profitent de l'occasion pour se filmer devant chaque recoin du palais. Grâce à ces archives, l'on peut également essayer de suivre la progression d'un individu et devenir témoin de ses « exploits ». L'impression d'observer, par le trou de la serrure, la démocratie qui s'effiloche.

« En fouillant les images, on constate que ce n'était pas une simple émeute d'adolescents, mais plutôt un coup organisé. Au début, on se disait : « Waouh, ça fait partie de notre histoire ! » Il fallait qu'on permette aux gens de mieux comprendre ce qui s'était passé. »

Worxx : Quelle était votre idée derrière ce projet ?

Cassia Takahashi Hosni : Ce n'était pas la mienne, plutôt celle de tout un groupe. C'est grâce à Gisele Beigelman qui est artiste, professeuse d'université et coordinatrice du projet « Digital Archives and Research » à la fondation de recherche de São Paulo. Elle y a vu l'opportunité d'aborder ces émeutes de façon historique et critique. Quand nous avons eu accès aux fichiers (grâce au Tribunal

suprême fédéral) il a fallu les organiser pour avoir une meilleure vision de l'événement. Nous étions plus d'une dizaine de chercheurs de la fondation de recherche de São Paulo à vouloir traiter ces données pour reconstruire la mémoire. En fouillant les images, on constate que ce n'était pas une simple émeute d'adolescents, mais plutôt un coup organisé. Au début, on se disait : « Waouh, ça fait partie de notre histoire ! » Il fallait qu'on permette aux gens de mieux comprendre ce qui s'était passé. C'était important d'analyser ce moment, vu que les bolsonaristes existent toujours. Même si Jair est aujourd'hui en prison, son fils Flavio Bolsonaro pourrait être le prochain président.

À l'image du militant MAGA qui arbore une casquette rouge, comment décririez-vous le supporter typique de Bolsonaro ?

Dans les vidéos, on reconnaît bien l'apparence typique du bolsonariste. Il y a cette esthétique et une appropriation autour du drapeau brésilien et des couleurs, le vert et le jaune. S'il fallait faire un dessin il serait représenté avec son drapeau, le maillot jaune de l'équipe de foot, la chaise de plage, un chapeau et cet air désespéré qu'il arbore en cherchant tout le temps une prise pour recharger son téléphone. C'est ce qu'on observe aussi dans la vidéosurveillance. Il existe également au Brésil, et particulièrement chez les bolsonaristes, un manque de dialogue par rapport à la période de la dictature militaire. Ils minimisent les horreurs de cette période ou rendent même hommage à des tortionnaires comme l'a fait Jair Bolsonaro en 2016 (1). Le problème est là, ce sont des sujets très difficiles et complexes et ces gens préfèrent provoquer ou en blaguer plutôt que de prendre du recul.

On peut faire des parallèles avec la prise du Capitole aux États-Unis, mais quelles sont les différences ?

Il existe quelques similitudes entre ce qui s'est passé à Washington et à Brasília. Les deux concernent des présidents d'extrême-droite nationalistes, qui mettent en péril la démocratie ac-



PHOTO: ANDRÉ BORGES/EPA

Le 8 janvier 2023, une foule pro-Bolsonaro envahit le palais présidentiel et les institutions démocratiques, à Brasília, pour contester la récente victoire électorale de Lula.

tuelle. Les deux présidents sortants ont dès le début accusé leur opposant de trafiquer les élections et ont ensuite nié leur défaite. Le contexte au Brésil était cependant bien différent. À partir du mois de novembre, les militants de Bolsonaro s'efforcent de bloquer le pays et demandent l'intervention militaire. Il y a aussi un attentat à la bombe contre Lula qui est déjoué et Bolsonaro refuse de participer à la cérémonie de passation de pouvoir. Après l'investiture du nouveau président, une centaine de bus ramènent des partisans de Bolsonaro à Brasília. Ils envahissent et vandalisent les institutions de l'État. Le soutien de l'armée lors du 8 janvier 2023 est à souligner.

Est-ce que l'attaque était préparée ?

Oui, ça se voit à travers le comportement qu'adoptent certains. Beaucoup découvrent les lieux, mais il y en a qui sont plutôt conscients de ce qu'ils font. Au vu de leurs déplacements, ils connaissent les lieux et savent où sont les caméras et comment les détruire. Ensuite, il faut aussi remettre cet événement dans son contexte. En 2024 on découvre qu'un coup d'État aurait pu avoir lieu. Organisé par plusieurs personnes, dont l'ancien ministre de la

Défense, le commandant de la Marine et un groupe d'élite de l'armée connu sous le nom de « Kids Preto », l'opération « dague verte-jaune » visait à assassiner le président Lula pour reprendre le pouvoir. L'opération a échoué et Bolsonaro ainsi qu'une partie des officiers se trouvent actuellement en prison pour cette raison.

L'armée était donc dans le coup ?

Dans les vidéos, on voit les soldats guider les insurgés de manière très soft. Pas seulement de la manière que présentaient les médias qui parlaient « d'émeutes » et de « retraits ». On voit grâce aux documents, aux vidéos, qu'ils étaient plutôt bienveillants et sur la même ligne que la foule.

Historiquement, l'armée a toujours eu une grande influence sur la politique en Amérique du Sud, qu'en est-il aujourd'hui ?

C'est vrai, et c'est encore complètement lié à notre présent. Mes parents, lorsqu'ils étaient étudiants à l'université, s'engageaient contre la dictature. Sans affiliation partisane, mais ils manifestaient et j'ai donc grandi en écoutant les histoires des survivants

ou des amis disparus. Au Brésil, nous avons eu la Commission nationale de la vérité (de 2011 à 2014 et présidée par Dilma Rousseff) mais il reste encore tellement de sujets tabous. Pour éviter de reproduire les horreurs du passé, il faut en préserver les preuves. Aujourd'hui, nous faisons à nouveau face à une montée des gouvernements de droite nationaliste en Amérique latine. On dirait que le fascisme devient global et le lien avec les États-Unis n'est jamais loin.

« Beaucoup découvrent les lieux, mais il y en a qui sont plutôt conscients de ce qu'ils font. Au vu de leurs déplacements, ils connaissent les lieux et savent où sont les caméras et comment les détruire. »

Comment les médias ont-ils couvert l'événement le lendemain ?

Ils ont condamné les actions, mais quelques médias ont tout de même at-

tenué les débordements de la foule. Il ne se serait finalement agi que « d'une trace de rouge à lèvres sur des monuments », ce qui ne mériterait donc pas la prison.

Cet épisode aura-t-il une importance dans cette année électorale ?

Oui, parce que Lula sera sûrement encore une fois candidat à la présidentielle, donc forcément ce sujet pèse lourd. Le problème, c'est qu'il n'y a personne qui puisse lui succéder actuellement. Et face à lui, se présentera le fils de Jair Bolsonaro, Flavio, qui a déjà mentionné qu'il amnistierait tous les condamnés du 8 janvier 2023.

(1) En 2016, les conséquences du « scandale Petrobras » poussent le Sénat à organiser un vote de destitution contre la présidente Dilma Rousseff. Au Congrès de destitution, le député Bolsonaro prend la parole face à la présidente et finit par un hommage au Colonel Alberto Ustra. Ce dernier était un tortionnaire reconnu et aurait supervisé la torture de la jeune Dilma Rousseff.

Lien de l'interface : <https://acervos-digitais.github.io/oito-um-interface/location/>